



Cambrai, le 17 novembre 2025

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Palais de l'Élysée
55 rue du Faubourg-Saint-Honoré
75 008 PARIS

Alexandre BASQUIN

SÉNATEUR
DU NORD

Membre de la Commission
de l'aménagement du
territoire et du
développement durable

Membre du groupe
d'études « Numérique »

a.basquin@senat.fr

<https://alexandrebasquin.fr>

Permanence parlementaire :
7, rue des Cordiers
59400 CAMBRAI
Tél : 03.27.83.08.21.

Sénat :
15, rue de Vaugirard
75006 PARIS

Monsieur le Président de la République,

Vous avez commencé un tour de France pour lancer le débat
« sur la démocratie à l'épreuve des réseaux sociaux ».

Lors de votre passage à Toulouse le 12 novembre dernier,
vous vous êtes exprimé, notamment, en faveur de la transparence
des algorithmes, de la régulation des réseaux sociaux, contre la
désinformation et le complotisme véhiculés par ces mêmes réseaux.

Cela nécessite en effet une volonté politique forte.

Pour autant, je tenais à vous exprimer ma surprise car,
jusqu'alors, vous vous êtes affiché au côté des géants de la Tech
plutôt que face à eux et avez toujours porté en étendard ce que vous
appelez la « start-up nation ».

Vous avez ainsi reçu le patron de Facebook, Mark
Zuckerberg, en mai 2018 alors que venait d'éclater le scandale
« Cambridge Analytica ». Propriétaire de X, Elon Musk, déjà reçu
lors de la réouverture de la cathédrale de Notre-Dame de Paris, était
sur la liste des invités du sommet de l'IA en février dernier, alors qu'il
ne cessait de promouvoir des idées particulièrement réactionnaires.

À Toulouse, vous vous êtes également exprimé en faveur
d'une souveraineté numérique et de l'interdiction des écrans pour les
plus jeunes. Or, lors de vos mandats présidentiels, il a été notamment
décidé que Microsoft allait héberger les données de santé de millions
de Français, les laissant ainsi accessibles à l'administration de Donald
Trump sur demande d'un juge. Sans compter qu'en février dernier,
Élisabeth Borne, alors Ministre de l'Éducation nationale, a indiqué
vouloir former les élèves à l'usage de l'intelligence artificielle. Vous
avouerez que cela est particulièrement contradictoire.

C'est aussi sous votre présidence que tous les ministres dédiés au numérique ont ou avaient des liens avec le monde de la Tech, le cas le plus marquant étant celui de Cédric O, devenu lobbyiste pour Mistral AI.

Quant à la protection des plus jeunes, permettez-moi de rappeler que l'interdiction de l'accès aux réseaux sociaux aux moins de 15 ans, votée en 2023, n'est toujours pas appliquée en France et que les préconisations de la commission chargée d'évaluer l'impact des écrans sur les enfants, que vous aviez vous-même nommée, sont, malheureusement, restées lettres mortes.

Or, il faut changer de paradigme et être beaucoup plus offensif face aux géants du numérique qui investissent de nombreux domaines, y compris ceux réservés à la puissance publique. Des Big Tech qui pillent nos données personnelles, rythment nos vies par leurs algorithmes, nous spolient et nous asservissent. Tout cela, renforcé par l'émergence de l'intelligence artificielle générative. Loin de toute éthique et de toute morale, se fichant éperdument des quelques régulations européennes.

Aujourd'hui, une poignée d'acteurs de la Tech se partagent pouvoir et richesse faisant, au passage, vaciller les démocraties. À l'image de Peter Thiel pour qui « la démocratie et la liberté sont incompatibles ».

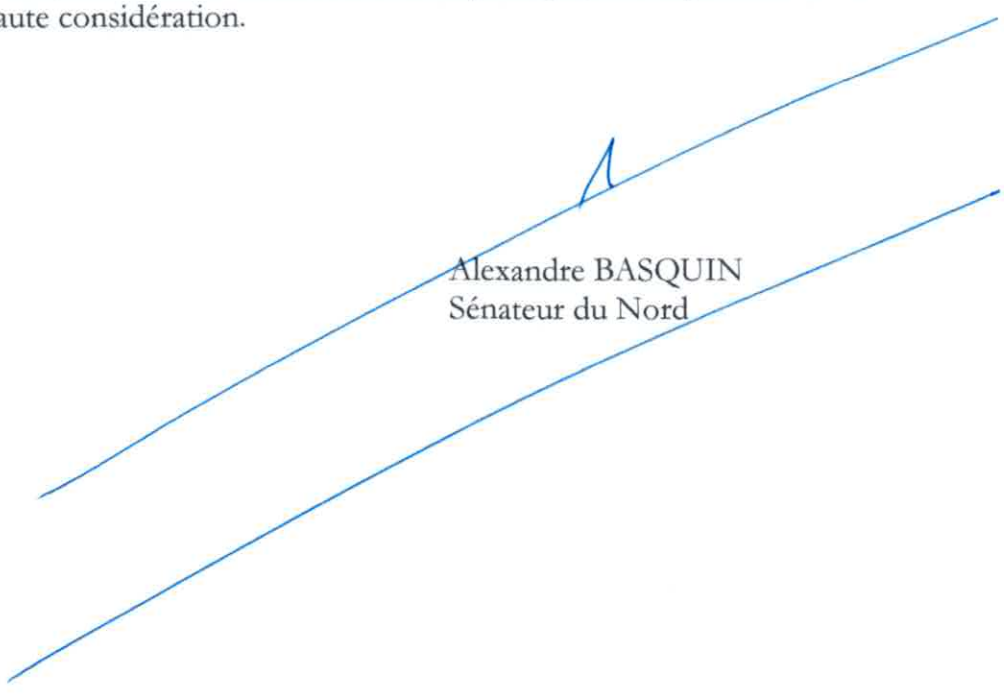
Il s'agit ainsi de cesser toute connivence et de porter des politiques publiques à la hauteur des enjeux, à l'image de la proposition de loi que j'ai déposée afin d'interdire le courtage des données numériques sur le sol français.

Je pense qu'il faut mettre fin à l'intelligence artificielle générative qui n'a que pour seul but de générer et de synthétiser du contenu mais dont les conséquences peuvent être multiples et dangereuses. Pour ce qui concerne l'intelligence artificielle « applicative » ou « classique », il faut la sortir des mains du Capital et la placer sous égide publique.

D'autres politiques ambitieuses pourraient être portées et il y aurait encore beaucoup à dire.

Le numérique, qui porte aujourd'hui son lot de menaces et de tensions, doit être un bien public et nous devons mettre fin à cette fuite en avant dans laquelle les géants de la Tech nous entraînent.

Il m'était important de vous adresser ces mots et vous prie de croire, Monsieur le Président de la République, en l'expression de ma haute considération.



Alexandre BASQUIN
Sénateur du Nord